Questions orales

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je vais essayer de vaincre cette difficulté. Sans trop connaître l'application du permis de travail à cette catégorie, je crois qu'il y a certaines exemptions pour les professionnels du spectacle. Je vais toutefois considérer avec le respect habituel les instances présentées par le député au nom de ses amis lutteurs et voir ce qu'on peut faire.

LE LOGEMENT

LES COOPÉRATIVES D'HABITATION SANS BUT LUCRATIF—LES AFFECTATIONS DE CRÉDITS EN ONTARIO

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines responsable de l'habitation. Le ministre sait-il quel est le montant activement engagé cette année par l'Ontario pour le financement des coopératives d'habitation sans but lucratif?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, l'Ontario a affecté environ \$200,000, mais rien n'a encore été engagé. Quant à la SCHL, nous avons engagé plus de \$100,000 à titre d'allocation d'infrastructure pour les groupes sans but lucratif. Quant aux projets d'habitation sans but lucratif, nos engagements ou programmes en cours représentent une somme excédant légèrement 60 millions en Ontario.

LES AÉROPORTS

PICKERING—LE REFUS DE L'ONTARIO QUANT À L'AMÉNAGEMENT DE VOIES D'ACCÈS—LES CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. La semaine passée, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il ne fournirait pas les routes et l'infrastructure nécessaire au projet d'aéroport de Pickering. A cette occasion, le ministre a déclaré à la Chambre qu'il s'entretiendrait bientôt avec M. Rhodes, le ministre ontarien des Transports, afin d'obtenir plus de précisions sur sa déclaration ou la lettre qu'il avait écrite. Puis-je demander au ministre quand il compte rencontrer M. Rhodes? Et quand fera-t-il part à la Chambre, si elle siège encore, des résultats de ses entretiens?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai effectivement proposé à M. Rhodes une réunion pour mardi prochain. Mais cette date ne lui convenait pas et il a proposé le 29 juillet. J'essaie maintenant de fixer un rendez-vous pour ce jour-là. PICKERING—L'OPPOSITION ENREGISTRÉE PAR LE SONDAGE D'ELLIOT RESEARCH—LA POSITION DU MINISTRE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on fait part au ministre des résultats d'un sondage effectué par Elliot Research Limited en mars 1975, selon lequel, dans la région métropolitaine de Toronto, 54 p. 100 des gens étaient opposés au projet de Pickering, contre seulement 34 p. 100 en faveur? Le ministre ayant promis de ne pas procéder à la construction de l'aéroport si les gens de la région s'y opposaient, a-t-il tenu compte des résultats du sondage?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne les ai pas vus, et je serais reconnaissant au député de me communiquer les données et les chiffres.

LE CANADIEN NATIONAL

L'ACHEMINEMENT DE MARCHANDISES SUR TERRE-NEUVE VIA LE PORT DE NORTH SYDNEY—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné que le volume des marchandises acheminées sur la grande province de Terre-Neuve du port de North Sydney a diminué très sensiblement au cours des dernières semaines, ce qui a réduit le nombre des emplois disponibles, le ministre aurait-il la bonté de s'enquérir auprès du Canadien National si cette société achemine les marchandises sur Terre-Neuve à partir d'autres ports?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je vais aller aux renseignements et répondrai à cette question au début de la semaine prochaine.

LES AFFAIRES EXTERIEURES

LA VENTE DE RÉACTEURS CANDU AVANT LA MISE AU POINT DES GARANTIES INTERNATIONALES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures et fait suite à celle qu'a posée le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles. Pour plus de clarté, le gouvernement estime-t-il que le retard accusé dans la livraison des réacteurs à des pays comme la Corée, ralentissant ainsi leur développement énergétique-retard qui est suffisamment long pour permettre de s'entendre sur des garanties de sécurité—occasionnerait plus de problèmes et de soucis au reste du monde que n'en susciterait la livraison de ces réacteurs qui accentuerait sans doute la prolifération des armes nucléaires dans le monde? Le point que je veux qu'on tire au clair est celui-ci: pourquoi le gouvernement pense-t-il qu'il soit moralement justifié de leur procurer des armes, alors qu'en fait un retard d'un an dans la livraison permettant de mettre au point des garanties de sécurité aurait sûrement moins de répercussions que les dommages possibles entraînés par la vente de ces réacteurs?